

### Informations du Guatemala

4<sup>e</sup> année, n° 153

Du 13 au 26 décembre 1985

"Informations du Guatemala" débute sa quatrième année de publication avec ce numéro. Dorénavant et aux fins d'améliorer le service pour nos lecteurs, les numéros paraîtront tous les quinze jours.

#### POLITIQUE

Cerezo, en visite dans divers pays  
Le Nicaragua ne constitue pas une menace  
Neutralité en Amérique Centrale  
Il faut aider les militaires à se tranquilliser  
Le peuple contre les forces armées  
Entrevue avec le président mexicain  
On parle d'une visite en Europe  
Le Haut-Commandement imposera un ministre

#### INSURRECTION

Besoin de dialogue  
Six affrontements armés

#### DROITS DE L'HOMME

La violence continuera  
Réapparition des Esquadrons de la Mort  
La dissolution des groupes paramilitaires est exigée  
Assassinat d'une enseignante  
Le Canada condamne l'assassinat  
Assassinat d'un autre étudiant

## POLITIQUE

### CEREZO EN VISITE DANS DIVERS PAYS

Le président élu du Guatemala, Vinicio Cerezo Arévalo a entamé, le 16 décembre, une visite privée aux Etats-Unis où il a établi des contacts avec des fonctionnaires américains, parmi lesquels nous pouvons citer George Bush et divers membres du Congrès et des représentants d'entités privées.

Cerezo s'est également rendu au Honduras, El Salvador, Nicaragua, Costa-Rica, Venezuela, Colombia et Mexique.

### LE NICARAGUA NE CONSTITUE PAS UNE MENACE

Le 12 décembre, au cours d'une conférence de presse, Vinicio Cerezo Arévalo, alors qu'il annonçait son intention de se rendre en Amérique Centrale, en Europe et aux Etats-Unis, a déclaré que le Nicaragua ne constituait pas une menace pour l'Amérique Centrale mais bien pour la "stratégie de contrôle absolu" prônée par les Etats-Unis dans la région.

Cerezo a précisé que Washington devait reconnaître qu'il s'agissait là d'un problème complexe qui ne pourra être résolu rapidement et, il a souligné que le gouvernement sandiniste est source de problèmes pour cette région.

### NEUTRALITE EN AMERIQUE CENTRALE

Vinicio Cerezo déclarait, le 17 décembre, à Washington, que le Guatemala poursuivrait une politique de "neutralité active" dans les conflits d'Amérique Centrale mais, que son pays mettrait un accent particulier sur la promotion des solutions pacifiques.

Le président élu, qui s'est rendu dans divers pays, réfute plus spécifiquement les accusations émanant du gouvernement de Ronald Reagan qui accusent le Nicaragua d'être la principale source d'instabilité en Amérique Centrale et il a mis l'accent sur la nécessité de chercher des solutions permettant d'éviter un affrontement entre les pays de la région.

### IL FAUT AIDER LES MILITAIRES A SE TRANQUILISER

Le 19 décembre, un éditorial du journal américain "The Washington Post" signalait que : "D'aucuns prétendent que les forces armées guatémaltèques sont prêtes à renoncer à leurs privilèges traditionnels, sans aucune dignité par ailleurs, d'être les gendarmes de l'extrême-droite pour devenir une Armée professionnelle".

Toujours selon ce même journal, la Maison Blanche doit aider le nouveau gouvernement guatémaltèque à tranquiliser les militaires et à résoudre ses problèmes économiques. L'article précise que toute l'histoire du Guatemala a été marquée par le coup d'état de 1954, "inspiré par les Etats-Unis" et, il met en exergue la position que Vinicio Cerezo a adopté, à savoir, le maintien d'une "neutralité active" eu égard au conflit d'Amérique Centrale.

### LE PEUPLE CONTRE LES FORCES ARMEES

Selon des déclarations publiées, le 23 décembre, par le journal vénézuélien "Diario El Tiempo", Vinicio Cerezo a fait savoir que "le peuple guatémaltèque est opposé aux forces armées ; j'oeuvrerai pour la démocratie".

Cerezo a précisé que si l'armée avait l'intention de s'essayer au coup d'état, elle aurait à faire face à une situation de guerre et courrait le "risque de perdre". Il a ajouté que le "secteur militaire devait respecter la Constitution et qu'en cas de violation de celle-ci, c'est par les armes qu'il arrivera à faire taire la population".

### ENTREVUE AVEC LE PRESIDENT MEXICAIN

Cerezo, après l'entrevue du dimanche 22 décembre qu'il a eu avec le président du Mexique, Miguel de la Madrid Hurtado, a qualifié cet entretien de "visite de bonne volonté où certains thèmes et sujets qui feront l'objet de discussions futures ont été définis et abordés".

Au cours de cette réunion, qui a eu lieu dans la résidence du mandataire mexicain, ont été abordés des thèmes afférents à la coopération financière et commerciale, l'aide technique, l'approvisionnement pétrolier, le tourisme, les problèmes fronta-

liers et d'immigration, la situation des réfugiés guatémaltèques au Mexique et la situation politique de l'Amérique Centrale et Latine.

#### ON PARLE D'UNE VISITE EN EUROPE

Le 27 décembre, Vinicio Cerezo précisait que les visites prévues en Espagne, en France, en Belgique et en Allemagne, annoncées le 10 décembre par René de Leòn, seraient reportées à une date ultérieure, après l'instauration de la nouvelle présidence, le 14 janvier prochain.

De Leòn, officiellement nommé titulaire du nouveau Ministère du Développement et qui aura dans ses fonctions les Coordinatrices Inter-Institutionnelles, instituées et contrôlées par l'armée, avait mentionné l'information sus-citée à Madrid, en Espagne, au cours d'une escale technique de son voyage à Rome, où il assistait à la réunion de l'Assemblée Générale pour la Coopération et le Développement en tant que Secrétaire Général. De Leòn est également vice-président de la Démocratie Chrétienne Internationale.

#### LE HAUT-COMMANDEMENT IMPOSERA UN MINISTRE

Le 14 décembre, le Lieutenant-Colonel Edgar Djalma Domínguez signalait que le Haut-Commandement de l'armée imposerait un nouveau Ministre de la Défense. Il a mentionné le fait que Vinicio Cerezo est soumis à des pressions de la part des membres de la hiérarchie militaire qui, à l'absence d'accord en la matière proposent plusieurs noms pour le même poste.

Djalma Domínguez, ancien porte-parole de l'Armée, récemment limogé dû à des divergences de vue avec la hiérarchie militaire, a souligné que des intérêts particuliers avaient vu le jour au sein des forces armées.

#### INSURRECTION

##### BESOIN DE DIALOGUE

Au cours d'une entrevue publiée le 13 décembre par le journal espagnol ABC, Vinicio Cerezo a reconnu la nécessité de dialoguer avec la guérilla "aux fins de mettre un terme à la guerre".

Cerezo a assorti ce dialogue de certaines conditions lorsqu'il a précisé "son incrédulité concernant l'établissement d'un dialogue avant que son gouvernement n'ait pu démontré qu'il respecte la loi, qu'un climat de sécurité existe au Guatemala et que le gouvernement civil contrôle effectivement le pouvoir". Selon lui une des causes de la violence n'est autre que l'extrême degré d'inégalité qui existe entre ceux qui ont tout, ceux qui ont peu et ceux qui n'ont rien.

##### SIX AFFRONTEMENTS ARMES

Le 11 décembre, l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP-, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- signalait que 6 affrontements armés s'étaient produits entre insurgés et troupes de l'armée, du 29 novembre au premier décembre, dans la municipalité de Ixcàn, département de El Quiché. 10 soldats ont trouvé la mort au cours de ces combats.

Selon cette information, les insurgés ont attaqué des colonnes gouvernementales qui effectuaient des actions contre la population dans cette région. L'attaque s'est produite au moment précis où les soldats s'apprêtaient à détruire les cultures des petits paysans.

#### DROITS DE L'HOMME

##### LA VIOLENCE CONTINUERA

Le 18 décembre, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue à Paris, en France, les membres actuels de la délégation provenant de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme -FIDH-, qui ont récemment eu l'occasion de visiter le pays, ont signalé que la violence déployée par l'armée gouvernementale dans les zones rurales du Guatemala continuera en dépit de l'existence d'un nouveau gouvernement.

Roger Rouquette, député socialiste, Alain Breton, ethnologue et Antoine Garapon, juge, après avoir mené une enquête au Guatemala, du 9 au 14 décembre, sur la situation des Droits de l'Homme, ont spécifié que les démocrates-chrétiens ne mettaient pas en cause

les bourgades militarisées et les patrouilles civiles organisées par l'armée en vue de contrôler la population. En outre, ont-ils signalé, les forces armées gouvernementales peuvent éliminer des centaines de détenus ou disparus qui sont toujours en leur pouvoir avant l'entrée en fonction, le 14 janvier prochain, de Cerezo Arévalo.

#### REAPPARITION DES ESQUADRONS DE LA MORT

Le 12 décembre, l'archevêque métropolitain, Próspero Penados del Barrio, condamnait la réapparition des fameux Esquadrons de la Mort. L'archevêque a lancé un appel au nouveau gouvernement démocrate-chrétien pour que ce dernier concentre ses efforts sur les besoins des majorités.

Pour Penados del Barrio, la réapparition du groupe paramilitaire, qui se fait appeler Armée Secrète Anti-Communiste -ESA- et qui selon des organismes humanitaires est dirigé par des officiers de l'armée et composé des forces de sécurité gouvernementales, sème la crainte et l'intranquilité parmi la population.

Le Prélat a, par ailleurs, signalé que l'Eglise Catholique jouerait un rôle actif dans la défense des Droits de l'Homme et, il a ajouté que le chômage, les bas salaires et une grande divergence entre une majorité pauvre et "une petite élite opulente" devraient compter parmi les premiers objectifs des réformes à mener par le nouveau gouvernement.

#### LA DISSOLUTION DES GROUPES PARAMILITAIRES EST EXIGEE

Le 11 décembre, la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG-, le Collège des Avocats et d'autres organisations corporatistes demandaient la dissolution des sections des forces de sécurité qui mènent leurs activités en civil.

Des représentants des organisations citées ci-dessus ont exprimé le désir que seuls les policiers et les soldats vêtus de leurs uniformes respectifs soient autorisés à mener leur tâche à bien. Cette mesure a pour objectif de restreindre le nombre d'abus, d'outrages et de violations des Droits de l'Homme perpétrés en toute impunité par les forces gouvernementales.

#### ASSASSINAT D'UNE ENSEIGNANTE

Selon des milieux de presse locaux, l'enseignante et étudiante en Droit à l'Université de San Carlos, Beatriz Eugenia Barrios Marroquín, a été torturée et assassinée, le 11 décembre, par des membres supposés de l'Armée Anti-Communiste -ESA- qui se sont débarrassés du corps de l'enseignante sur une route du département de Escuintla conduisant à la capitale guatémaltèque. Ils dévoilent également que la jeune femme avait été enlevée, le 10 décembre, alors qu'elle s'apprêtait à quitter le pays pour se rendre au Canada. Le Canada lui avait, en effet, accordé sa protection diplomatique.

Le cadavre de mademoiselle Barrios a été retrouvé, amputé des deux mains et accompagné d'un écriteau où l'on pouvait lire "A qui le tour?".

#### LE CANADA CONDAMNE L'ASSASSINAT

Le 19 décembre, le gouvernement canadien condamnait l'assassinat perpétré par des effectifs de l'armée sur la personne de l'enseignante Beatriz Eugenia Barrios Marroquín à qui il avait concédé l'asile politique.

L'enseignante a été enlevée, torturée et assassinée, le jour même où elle devait prendre l'avion pour le Canada, en tant que réfugiée dont le statut avait été accepté par le gouvernement canadien. La décision du Ministère des Relations Extérieures du Canada date du 6 décembre.

D'après les témoignages, Barrios Marroquín a été enlevée aux abords de l'Ambassade américaine de Guatemala où elle avait été convoquée aux fins de lui remettre le visa de transit. La victime devait, en effet, faire escale à Miami pour prendre l'avion qui devait la conduire au Canada.

#### ASSASSINAT D'UN AUTRE ETUDIANT

Angel Aguilar Morán, étudiant de l'Université Nationale de San Carlos de Guatemala, a été assassiné, le 23 décembre, dans la ville de Guatemala, par des éléments supposés des forces de sécurité gouvernementales. Les proches de la victime ont dénoncé les fait